« Un certain nombre d'Etats-membres sont en train, tout doucement mais sûrement, de sortir du cadre démocratique »

Entretien avec la philosophe et politologue Justine Lacroix sur la démocratie en Europe

» Quelle est la force des valeurs européennes aujourd'hui ? Dans un certain nombre de pays européens, le nationalisme et le populisme remettent en question non seulement les procédures politiques, mais aussi les valeurs de l'Europe. L'Europe doit faire face à ces discussions, selon la philosophe et politologue Justine Lacroix, professeur à l'Université libre de Bruxelles. Elle est spécialiste de la citoyenneté dans un contexte européen. Pierre Griner a réalisé l'interview lors des 11èmes rencontres culturelles franco-allemandes de Fribourg en avril 2018.

Quelles sont selon vous les valeurs fondamentales de l'Europe ?

Elles sont explicitées très clairement dans le traité sur l'Union Européenne. Je crois que la formule exacte c'est l'Union Européenne est fondée sur les principes de l'Etat de droit, de la démocratie, de la protection des minorités (Article 2 du Traité sur l'Union Européenne : « L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités » NDLR). C'est la seule frontière de l'Union Européenne : ce sont les principes qui sont mis pour l'adhésion des nouveaux membres, c'est ce qu'on appelle les critères d'adhésion.

Suffit-il d'adhérer à ces valeurs pour se sentir européen ou est-ce qu'on peut définir l'identité européenne par des critères supplémentaires selon vous?

Il ne suffit pas d'adhérer à ces principes pour pouvoir intégrer l'Union Européenne, simplement pour des raisons géographiques. Si on excluait complètement le critère géographique, le Japon pourrait demander à devenir membre de l'UE, ou encore l'Australie. Donc il y a une question de bon sens. Mais pour moi, il est très significatif que les rédacteurs du traité sur l'Union européenne n'aient jamais mentionné de critères culturels, substantiels ou identitaires. Bien sûr qu'il existe quelque chose comme une culture européenne et une identité européenne, mais elle est extraordinairement diverse et multiple. Et dès qu'on essaie de la définir par quelques traits caractéristiques, on risque d'exclure. Or je crois

qu'il est essentiel de maintenir que, même si des critères géographiques entrent en compte pour l'adhésion, les critères essentiels de l'« européanité » aujourd'hui au sens de l'appartenance politique, ce sont des critères relativement abstraits : le respect des libertés fondamentales, et des principes démocratiques.

Quelles sont selon vous les faiblesses actuelles de l'Union Européenne dans la construction d'un idéal européen ?

Pendant très longtemps, on a décrit l'UE comme une fédération de démocraties. Il y avait beaucoup d'interrogations sur les déficits démocratiques de l'UE, mais nous savions tous que les Etats-membres qui faisaient partie de l'UE étaient tous des Etats démocratiques. Et l'appartenance à l'UE a d'ailleurs joué un rôle important pour consolider certaines nouvelles démocraties comme les démocraties grecque, espagnole et portugaise qui ont rejoint la communauté européenne après avoir échappé à la dictature, et cela a consolidé les jeunes démocraties. Aujourd'hui, on affronte une situation tout à fait inédite, c'est-à-dire qu'un certain nombre d'Etats-membres sont en train, tout doucement mais sûrement, de sortir du cadre démocratique. Je pense notamment à la Pologne et à la Hongrie, et on constate que l'UE est malheureusement extrêmement dépourvue sur cette question puisque, pour prendre des sanctions, il faudrait un vote à l'unanimité. Or comme il y a deux Etats qui sont dans ce cas-là, on sait que ce vote ne peut pas être acquis.

Est-ce que vous pensez que cette érosion de la démocratie et la défiance à l'égard de l'Europe sont forcément liées ?

Non, pas forcément. D'abord je pense que les Polonais et les Hongrois restent très attachés à l'adhésion à l'UE. Ils n'ont pas du tout l'intention de sortir. Ils sont très conscients des avantages que l'UE leur apporte. De même, les atteintes à l'Etat de droit qui sont menées en France sont faites par un gouvernement qui est complètement pro-européen. Je pense donc que ces deux phénomènes sont assez dissociés.

Cette érosion de la démocratie qui est flagrante dans des pays comme la Hongrie et la Pologne, mais dont on perçoit aussi des symptômes en France ou en Allemagne, quels dangers représente-t-elle pour l'Europe?

Si le sens du projet européen, c'est de construire quelque chose qui ressemble à un laboratoire du cosmopolitisme, d'étendre les principes de la démocratie et de l'état de droit à l'échelle du continent, à partir du moment où des coups de canifs sont portés à ces principes au sein même des Etats, cela met en cause le projet européen.
Mais je ne veux pas diaboliser le projet européen. Pour que ma position soit claire : je pense que si l'Europe n'était pas là, la situation serait bien pire. Heureusement, il y a un certain nombre d'institutions, dont font partie l'UE mais aussi le Conseil de l'Europe, ou la Cour européenne des droits de l'homme, qui permettent d'enrayer ces processus d'érosion démocratique. Mais c'est sûr que si l'Europe n'était plus une fédération de démocraties, le sens politique du projet serait perdu.
Et j'ai découvert que cela avait aussi profondément changé l'Etat et les rapports dans les entreprises. Peut-être que ce sont des choses qui sont en train de revenir mais sous une autre forme. En tout cas oui je pense que ça a changé, mais parce que les gens ont pensé que ça avait changé quelque chose.

Partout en Europe, des hommes et des femmes politiques se dressent face à l'Union Européenne, se revendiquent eurosceptiques, voire europhobes. Selon vous, quelles sont les causes de cet euroscepticisme ?

© shutterstock.com

Le mouvement « Pulse of Europe » s'engage en faveur de l'Europe, y compris en Grande-Bretagne, ici lors d'une manifestation en juin 2018.

Je pense qu'il y a plusieurs facteurs. On a déjà regardé les courbes de la prospérité économique et les courbes d'adhésion à l'UE. Il est clair que ces courbes correspondent. Quand on est dans une période comme c'est le cas aujourd'hui de grande incertitude économique, de précarisation de l'emploi, d'aggravation très forte des inégalités sociales, et qu'à cela se superpose un sentiment d'angoisse identitaire qu'il faut prendre au sérieux, l'UE peut être rejetée par des fractions de plus en plus importantes de la population parce qu'au fond, elle ne tient pas les promesses qu'elle est censée tenir. Cette Europe ne tient pas les promesses de prospérité, de réduction des inégalités, de protection sociale qui devraient être les siennes. A cela s'ajoute le retour du nationalisme qui frappe plusieurs nations.

Chez les citoyens européens, pensez-vous que le sentiment national passe forcément avant le sentiment européen ?

Non, je crois que la plupart des études montrent que les deux s'articulent au fond assez bien. De toutes façons, le sentiment national est pour la plupart d'entre nous quelque chose de plus charnel, de plus immédiat que le sentiment européen, mais pour moi, ce n'est pas forcément un problème. Je ne crois pas du tout qu'il faille concevoir l'UE comme une nouvelle grande nation avec laquelle nous aurions des liens affectifs. C'est avant tout une construction politique et un grand marché économique. Donc c'est un instrument pour permettre de mieux faire à plusieurs ce que nous ne pouvons plus faire tout seuls : répondre aux défis écologiques, répondre à certains défis démographiques, tenter de gérer les défis migratoires tous ensemble. Et donc, effectivement, l'Europe fait plus appel à la raison qu'au cœur. Mais je ne crois pas que ce soit une difficulté pour autant que la raison reste suffisamment forte.

Quelles sont les pistes que peut suivre l'UE pour renforcer ce sentiment sans pour autant sembler l'imposer aux citoyens ?

Je crois vraiment qu'une des voies, c'est de tenter de faire en sorte que plusieurs visions de l'intégration européenne puissent être débattues au grand jour. Il faut revaloriser le fait qu'il doit exister des visions différentes. Et cela, l'Europe ne le permet pas encore aujourd'hui.